

Snowden et l'avenir, partie III :
L'union, puisse-t-elle être préservée

EBEN MOGLEN

*Professeur de droit à l'Université de droit de Columbia à New York, Fondateur,
directeur du Software Freedom Law Center*

Traduit de l'anglais par :
Geoffray Levasseur, Eric Guirbal et José Fournier
Relecture et corrections de :
Geoffray Levasseur, Caroline Laurent, José Fournier, Éric Guirbal et Clara Janin

Université de droit de Columbia

13 novembre 2013

Bonsoir.

Depuis notre dernière rencontre, M. Albert Gore Jr.¹ — qui fut vice-président des États-Unis et celui qui a obtenu le plus de voix aux élections présidentielles de 2 000 — a dit, dans un discours public à Montréal, que M. Snowden avait divulgué des preuves de crimes contre la Constitution des États-Unis.

Le sénateur John McCain² — qui n'a jamais obtenu la majorité dans une élection présidentielle — a immédiatement réagi en déclarant que le général Alexander³ — dont le départ est prévu, comme nous l'avons mentionné la dernière fois — devrait être démis de ses fonctions pour avoir permis à M. Snowden, qui n'était qu'un simple sous-traitant, d'accéder à des informations classifiées. Cette attaque aussi soudaine que gratuite contre le modèle d'affaires de *Booz Allen Hamilton*⁴ et bon nombre de ses collaborateurs de campagne est, bien sûr, un bel exemple pour nous conduire dans la mauvaise direction et de pur mensonge dont nous avons parlé la dernière fois.

M. Gore — qui était davantage connu comme journaliste que comme juriste avant d'entrer en politique, ce qui pourrait d'ailleurs expliquer son amour occasionnel pour la vérité — usait évidemment de son privilège de non spécialiste lorsqu'il parlait de crimes contre la Constitution des États-Unis. C'est faire peu de cas de la loi lorsque les gens traitent M. Snowden de « traître ». Mais M. Gore se sert du privilège d'être profane. La plupart des personnes qui ont commis des excès de langage à propos de M. Snowden sont des juristes, et auraient dû être mieux avisés.

1 Albert Arnold Gore, Jr, plus connu sous le nom d'Al Gore est né le 31 mars 1948. Il est membre de la Chambre des représentants de 1977 à 1985 puis, sénateur du Tennessee de 1985 à 1993 et Vice-président des États-Unis durant la Présidence de Bill Clinton de 1993 à 2001. Il est le candidat du Parti démocrate lors de l'élection présidentielle de 2000. Bien que majoritaire en voix et en dépit des recours et contestations consécutifs au comptage des voix en Floride devant la Cour Suprême, il est, en raison du mode d'élection aux États-Unis, battu par le candidat du Parti républicain, George W. Bush, majoritaire en nombre de grands électeurs. Il est quo-lauréat du prix Nobel de la paix en 2007 pour « *leurs efforts afin de mettre en place et diffuser une meilleure compréhension du changement climatique causé par l'homme, et de jeter les bases des mesures nécessaires pour contrecarrer un tel changement* ».

2 John Sidney McCain III, né le 29 août 1936, est un vétéran de la guerre du Viêt Nam et un homme politique états-unien, membre du Parti républicain, sénateur de l'Arizona au Sénat des États-Unis depuis 1987 (réélu en 1992, 1998, 2004 et 2010).

3 Keith B. Alexander, né le 2 décembre 1951, général de l'armée des États-Unis, directeur de la NSA depuis 2005.

4 Société états-unienne, ancien employeur d'Edward Snowden, ayant pour seul client le gouvernement des États-Unis (99 % de son chiffre d'affaire), mise en cause dans le programme de surveillance PRISM.

Pour autant, M. Gore était sensiblement plus près de la vérité que le sénateur McCain, et c'est le commentaire de ce dernier qui nous rapproche du cœur du problème sur lequel nous devons nous concentrer.

Le laps de temps qu'il nous reste à passer ensemble est court et nous devons profiter de celui-ci pour aborder les solutions à certains problèmes auxquels nous avons été confrontés. Afin de réfléchir à ces solutions, nous devons être certains de bien comprendre l'ampleur du problème. Le sénateur McCain, en faisant référence aux sous-traitants, nous confronte au rôle crucial du marché de la surveillance privé dans le monde, et à l'importance des oreilles qui traînent dans le monde des affaires et de ceux qui braconnent dans les mines de données. Cela concerne à la fois ceux qui font officiellement partie des services de renseignement, et ceux qui n'en font pas partie. Bien sûr, le sénateur McCain sait que la vaste entreprise de surveillance industrielle qui s'est développée depuis 2001 — qui a été brillamment documentée par le *Washington Post* dans sa série *Top Secret America*⁵ en 2010 — dépasse l'entendement, et que la créature tentaculaire en charge de la surveillance que nous avons maintenant au sein du gouvernement ne peut être pensée sans sous-traitants. C'est le cœur de cette histoire. Mais cela constitue en soi une autre couche — on pourrait parler d'une superstructure élevée par-dessus une autre structure, que l'on pourrait voir comme une base — qui est la grande industrie de l'exploration de données⁶, développée ces quinze dernières années par les États-Unis afin de surveiller le monde à leur profit. C'est là que nous devront fixer toute notre attention avant de discuter du moyen de régler les choses, car c'est bien là le cœur du problème.

L'abus, par le gouvernement, des systèmes de surveillance et d'écoute qui ont menacé de resserrer l'étau des processus totalitaristes sur toute personne au monde ne possédant pas de passeport états-unien, cette forme d'espionnage envahissant les sociétés qui a vu le jour c'est la conséquence d'une crise plus grande encore de l'environnement et de l'écologie, crise portée par une ambition industrielle démesurée.

Ce n'est ni la première, ni la dernière, ni la plus sérieuse des diverses formes de crises environnementales amenées au cours des deux derniers siècles par cette industrialisation excessive. Celle-ci a commencé à modifier le climat de la Terre entière de manière inattendue et destructrice. Cette énormité reproduit purement et

5 Série d'articles d'investigation en trois parties publié dans le *Washington Post* les 19, 20 et 21 juillet 2010. Il permettra à leurs auteurs, Dana Priest et William Arkin, de remporter le prix *Pulitzer*.

6 En anglais « data mining », techniques automatiques ou semi-automatiques d'analyse de quantités massives de données afin d'extraire des informations statistiques notamment en croisant et recoupant les données.

simplement, suivant les mêmes schémas de profit qui conduisent aux désastres écologiques, une menace à la survie de la démocratie⁷.

C'est pourquoi il nous faut comprendre le mal souterrain fait à l'écologie, avant de commencer à restreindre les capacités d'écoute du gouvernement à une sphère convenable, et à réduire l'intensité de ces violations de la constitution dont fait état M. Gore.

J'ai parlé la dernière fois de la façon dont on peut décomposer l'expression « vie privée » et les concepts qui gravitent autour de ce vocable en trois parties spécifiques⁸ : premièrement, le secret, qui est notre capacité d'envoyer et recevoir des messages qui soient intelligibles seulement à ceux à qui ils sont destinés ; deuxièmement, l'anonymat, qui est notre capacité d'envoyer et de recevoir des messages, dont le contenu est public, mais sans révéler qui l'a écrit et qui l'a lu ; troisièmement, l'autonomie, qui est d'empêcher la coercition, l'interférence et l'intervention de ceux qui ont violé soit notre secret, soit notre anonymat. Ils se servent ensuite de ce qu'ils ont acquis par le biais de ces violations pour nous contrôler.

Je vous suggère aussi — en pensant de manière analytique à la substance de cette « vie privée » dont j'estime que la perpétuation est essentielle à la survie de la démocratie — je vous suggère instamment de considérer que cette « vie privée » a un fond plus écologique que transactionnel. Il s'agit là d'une distinction cruciale vis-à-vis de ceux dont le boulot est de profiter de nous et qu'ils veulent nous apprendre à croire.

Ceux qui veulent profiter de nous souhaitent définir la vie privée comme quelque chose qu'on peut négocier, juste entre eux et nous. Ils nous offrent une messagerie gratuite, en échange de quoi vous les laissez lire tous vos courriels, et voilà. Il ne s'agit rien de moins que d'une transaction entre deux parties. Ils vous offrent un hébergement web gratuit pour vos communications sociales, en échange de quoi ils surveillent ce que tout le monde regarde. Ils estiment que c'est une transaction dans laquelle seules les parties elles-mêmes sont engagées.

7 À ce titre, Moglen qualifiera de désastre écologique ce qui nous intéresse. En effet l'anglais permet plus facilement ce genre d'assimilation que les langues latines. Il souligne dans ce sens que les abus du capitalisme sont aussi dévastateur pour l'écosystème « Internet » que pour l'écosystème de la Terre ; c'est ainsi qu'il met ces deux problèmes cotes-à-cotes. Ce rapprochement permet de globaliser l'environnement à l'ensemble des choses avec lesquelles l'être humain interagit. Moglen l'utilise également afin de mettre en évidence les nombreuses caractéristiques communes de ces problèmes écologiques d'un point de vu moral, juridique et sur les conséquences humaines.

8 Voir *Snowden et l'avenir, partie II : Oh, liberté*, page 3.

Il s'agit d'une tromperie bien commode. Une autre façon d'induire dans la mauvaise direction et une proposition purement mensongère, étant donné que — comme je l'ai indiqué dans la définition analytique des composantes de la vie privée — la vie privée concerne les relations entre des personnes. Il ne s'agit pas d'une transaction quelconque, d'un accord entre quelqu'un qui écoute, un espion ou quelqu'un qui regarde par le trou de la serrure, et la personne surveillée.

Si vous acceptez cette offre prétendument bilatérale de vous fournir une messagerie gratuite aussi longtemps que tout peut être lu, alors tous ceux qui communiquent avec vous sont impliqués dans cet accord, qui était supposé être bilatéral.

Si un membre de votre famille reçoit des courriels sur *Gmail*⁹, alors *Google* obtient une copie de toute la correspondance de votre famille. Si un autre membre de votre famille reçoit ses courriels chez *Yahoo*, alors *Yahoo* reçoit également une copie de toute la correspondance de votre famille.

L'idée selon laquelle cela se limiterait à une exploitation automatique des courriels, et ce dans le but de fournir des publicités sur lesquelles vous pourriez avoir envie de cliquer pendant que vous lisez la correspondance de votre famille, peut déjà sembler louche au-delà de ce qui est acceptable pour vous ou pas. Mais gardons à l'esprit ce sur quoi M. Snowden a attiré notre attention : nieront-ils qu'ils partagent tous les courriels avec le pouvoir ? Par conséquent, ils aident à partager toute la correspondance de votre famille avec le pouvoir, une fois, deux fois voire même une troisième fois.

Il en sera de même si vous décidez de vous socialiser dans un lieu où le sale type qui l'exploite surveille chaque interaction sociale¹⁰, et non seulement garde une copie de tout ce qui est dit, mais observe aussi les autres qui s'observent. Il en résultera évidemment que non seulement vous serez l'objet d'un contrôle permanent et inquiétant, mais également que tous ceux que vous avez choisi de fréquenter le seront aussi. Si vous attirez d'autres personnes dans ce lieu, vous les attirez vers ce contrôle inquiétant, les contraignant à le subir avec vous, s'ils acceptent d'être vos « amis ».

La raison pour laquelle nous devons envisager la vie privée de la même façon que les autres crises écologiques créées par les excès de l'industrialisation, c'est que c'en est bel et bien une. Nous ne pouvons éviter d'y penser autrement que de cette fa-

9 Désigne à la fois des serveurs, notamment de messagerie électronique, et des services Web de messagerie et de carnet d'adresse de *Google*.

10 Allusion aux réseaux sociaux, notamment *Facebook*.

çon, peu importe le nombre de personnes pouvant essayer d'en déformer la définition pour nous.

Il s'agit d'un problème particulier pour les juristes, parce-que les juristes sont attirés par l'éclat du comportement transactionnel. Il leur confère des avantages et leur donne l'occasion — s'ils sont des professeurs — de déjeuner et — s'ils sont des avocats — de dîner dans l'élégance. Ils sont toujours enchantés de prendre la défense d'une transaction en échange d'honoraires légaux.

Par conséquent, les juristes sont de ceux qui dans le monde sont probablement les plus enclins à croire que ces balivernes au sujet de la nature transactionnelle de la vie privée sont vraies. L'important dans tout cela est que ce qui est transactionnel peut être consenti, et que nous avons un grand nombre de lois sur le consentement. Ce qui, si on le comprend bien, est dans ce cas complètement incongru et fondamentalement inapproprié.

Quand on parle de la qualité de l'air et de celle de l'eau, on ne conclut pas que la pollution résulte du degré de consentement. Vous ne pouvez accepter d'exposer vos enfants à une eau sale et non potable aux États-Unis, peu importe combien l'on vous paye. D'autant plus que l'eau potable doit être fournie selon des normes de propreté établies par la société, que tout le monde doit respecter.

Le droit lié à l'environnement ne relève pas du droit sur le consentement. Il a trait à l'adoption de règles en matière de responsabilité qui reflètent des objectifs déterminés à atteindre par la société : que ce soit au niveau de la sûreté, de la sécurité ou du bien-être.

Quand vous prenez un sujet qui a déjà fait l'objet d'une réglementation environnementale et que vous le réduisez à son aspect transactionnel — même pour essayer d'utiliser les mécanismes du marché pour réduire le niveau de la pollution — vous vous heurtez à des personnes qui sont profondément préoccupées par le franchissement d'une limite fixée par la société. Vous devez montrer que ces protections ne peuvent pas être supprimées à la légère dans le processus enivrant des affaires.

Mais en ce qui concerne la vie privée, on nous a permis de nous méprendre — ou plutôt, nous avons permis à nos juristes de se tromper eux-même et de tromper tous les autres — en concluant que ce qui est réellement une question de réglementation environnementale n'est qu' une simple affaire de marchandage bilatéral. Un examen approfondi des faits prouvera que ce verdict est complètement erroné.

Nous n'avons évidemment pas acquis cette théorie par accident. Nous l'avons acquise parce que des dizaines de milliards de dollars ont été placés dans les poches d'individus qui voulaient que nous y croyions.

Et, quant à la superstructure qui a été édiflée sur cette base — qui consiste à nous faire croire que la vie privée n'est pas un sujet de préoccupation environnemental — on a produit, par la poursuite incessante du profit par tous les moyens légaux imaginables, une dévastation environnementale. Moyens qui, bien sûr, sont beaucoup plus nombreux qu'ils n'auraient dû l'être, après que les contraintes environnementales appropriées aient été, soit supprimées, soit jamais mises en place.

Je vais maintenant focaliser mon analyse sur ce point dans un coin unique du diagramme que l'on devrait établir sur les formes de la vie privée, c'est-à-dire sur la nature des différentes formes d'invasion de celle-ci, et sur les chemins par lesquels l'activité industrielle sans contrainte a conduit à une catastrophe. Et sur lesquelles le gouvernement s'est appuyé pour commettre ses méfaits. Je vais me concentrer seulement sur ce point, qui est le plus important et celui qui a été le moins discuté, à savoir la manière selon laquelle cette catastrophe écologique a détruit l'anonymat de la lecture.

La tendance, lorsqu'on parle de la catastrophe en matière de protection de la vie privée (qui résulte du comportement des mastodontes de l'exploration de données), est de suggérer que cela est relatif à la surproduction de publications par l'humanité.

Ce qui pose réellement problème au sujet de la vie privée, c'est que les gamins partagent vraiment trop.

Ce n'est pas seulement une forme de tromperie et une orientation dans la mauvaise direction, c'est une forme de tromperie et une orientation dans la mauvaise direction particulièrement belle, parce qu'elle dissimule la vérité, à la fois à ceux qu'elle souhaite convaincre mais aussi à ceux qui s'opposent à elle. Il s'agit d'un dispositif obscurantiste universel.

Lorsque vous démocratisiez un média, ce que nous sommes en train de faire avec l'Internet, alors évidemment, les gens parlent plus — de plus nombreuses manières — qu'ils ne l'ont jamais fait auparavant. C'est lorsque l'imprimerie est apparue, que les gens se sont mis à parler plus qu'ils n'avaient jamais pu le faire auparavant.

Là n'est pas le problème. Qu'il en soit dit trop peu, ou pas assez : ceci, dans une société libre, doit être laissé aux gens qui font de grands discours et qui découragent les autres d'en faire, ce à quoi ils sont parfaitement autorisés, et à propos de quoi personne ne devrait se plaindre ou faire quelque chose de pire que de se plaindre.

En réalité, ce qui va mal dans la destruction de l'anonymat de la lecture, c'est que personne n'a jamais passé de contrat.

C'est de cette manière que nous avons conçu le Web — parce que nous avons donné aux gens ce que nous appelons des « navigateurs¹¹ » utilisables par tout un chacun, mais nous avons aussi fait des programmes appelés « serveurs Web¹² » que seuls des experts peuvent utiliser — presque personne sur la planète Terre n'a jamais lu le journal d'un serveur Web.

C'est une grande faiblesse dans notre éducation sociale sur la technologie. C'est comme si vous ne montriez pas à vos enfants ce qui se passe lorsque deux voitures entrent en collision et que les passagers n'ont pas attaché leur ceinture de sécurité.

Nous n'expliquons pas aux gens à quel point un journal de serveur Web traduit l'activité des lecteurs, pas plus que — si vous pouvez agréger quelques centaines de milliers d'entrées de journaux de serveurs web — combien vous pouvez en apprendre sur les gens, à partir de ce qu'ils lisent, non pas ce qu'ils publient, mais leurs lectures. Vous pouvez savoir combien de temps ils ont passé sur chacun des sujets qu'ils ont lus, comment ils l'ont lu, où ils sont allés tout de suite après, ce qu'ils ont fait sur la base de ce qu'ils ont lu. Si vous pouvez collecter toute ces informations à partir des journaux, alors vous commencez à posséder ce que vous ne devriez pas posséder.

L'anonymat de la lecture est le garant fondamental et central de la liberté de penser. Sans anonymat dans la lecture, il n'y a pas de liberté de penser, en fait, il y a littéralement un état d'esclavage.

Je ne vous demande pas d'accepter cette déclaration sur la seule base de mon autorité, je vous offre l'autorité de quelqu'un de bien meilleur que moi, qui en 1845 a publié ses premières mémoires, intitulées *A Narrative of Frederick Douglass: an American Slave*¹³.

11 Logiciel ayant pour but d'afficher du contenu proposé par des serveurs Web.

12 Désigne une variété étendu de serveur permettant d'accéder aux différents contenu consultable à l'aide d'un navigateur.

13 *Narrative of the Life of Frederick Douglass, an American slave (Narrations sur la vie de Frederick Douglass, un esclave américain)*, autobiographie, 1845, ed. Dover Publications, Inc.

Frederick Douglass¹⁴ raconte dans sa première autobiographie, comment sa seconde propriétaire, Mme Sophia Auld, commença à lui apprendre à lire les lettres alors qu'il avait douze ans, et à lire quelques mots simples. Mais elle en fut véhémentement découragée par son mari Hugh, qui lui dit, quand il eut compris ce qu'elle faisait, « *qu' elle ne pouvait apprendre à lire à des esclaves car cela les rendrait mal à l'aise dans leur état d'esclavage, ingérables et tristes.* » Frederick Douglass dit, « *Je comprenais désormais ce qui avait été pour moi une des difficultés les plus difficiles à comprendre — à savoir, le pouvoir de l'homme blanc à réduire l'homme noir en esclavage.* » Alors, il se mit à apprendre plus pour lire, et quand Mme Auld, ayant respecté les instructions de son mari sur le sujet, le trouva en train de lire un journal, elle le déchira et le jeta loin de lui pour éviter qu' il ne devînt inadapté à l'esclavage. En conséquence, il fut contraint, nous dit-il, d'apprendre à lire en secret.

Lorsqu'il fut loué à M. William Freeland, il apprit à lire à d'autres esclaves, jusqu'au moment où les propriétaires d'esclaves alentour prirent conscience de ce qu'il était en train de faire, et que la police envahit son école du dimanche, battit les gens et détruisit l'école.

La lecture était le chemin, écrit Frederick Douglass, de l'esclavage à la liberté. Mais que ce serait-il passé si chaque livre ou journal qu'il avait touché avait mouchardé sur lui ?

Vous pouvez aller et lire presque tout ce que vous voulez, presque n'importe quel livre sur terre, au quartier général de l'une des grandes compagnies d'exploration de données, à condition de la laisser vous surveiller tandis que vous lisez chacune des pages. Tous les livres, gratuitement, dans la bibliothèque du *KGB*¹⁵ de Mountain View¹⁶, en Californie.

Tout le monde cherche à surveiller ce que vous lisez.

Si vous avez un compte Facebook et que vous l'utilisez, c'est à dire si vous vous y connectez de temps en temps, alors, non seulement *Facebook* va-t-il surveiller chaque instant que vous passez sur *Facebook* — regardant ce que vous lisez, combien de temps vous passez à le lire, ce que vous faites ensuite, où vous allez, qu'est que vous avez cliqué à partir de là, etc. — mais aussi chacune des pages Web que

14 Frederick Douglass, né vers 1818, mort le 20 février 1895, est un homme politique et écrivain états-unien né esclave. Il affirma tout au long de sa vie sa ferme croyance en l'égalité de tous, femmes, noirs, indigènes ou immigrants.

15 *KGB* (*КГБ*), sigle du russe *Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti* (cyrillique : Комитет государственной безопасности), soit le Comité pour la Sécurité de l'État, est le principal service de renseignement de l'URSS post-stalinienne.

16 Ville où se trouve le siège de *Google*.

vous visitez et qui possède un bouton « J'aime » de *Facebook*, que vous cliquiez ou pas sur ce bouton, fera un rapport de votre visite de cette page à *Facebook*. Et si vous allez d'une page avec un tel bouton sur une autre page avec le même bouton, *Facebook* calculera le temps que vous avez passé à lire la première page, et ainsi de suite *ad infinitum*¹⁷ tout au long de la chaîne.

Si le journal que vous consultez chaque jour possède le bouton « J'aime » de *Facebook* ou celui de services du même genre, alors *Facebook* ou les autres services vous regardent tandis que vous lisez votre journal : ils savent quels articles vous lisez et combien de temps vous passez dessus, bien que vous n'ayez jamais rien concédé à *Facebook* sur ce sujet.

Ce n'est pas ce que vous publiez qui est observé, c'est ce que vous lisez. À chaque fois que vous « tweetez » une adresse Internet, *Twitter* raccourcit l'adresse pour vous. Mais il s'arrange pour aussi pour que quiconque clique sur cette adresse soit placé sous leur surveillance pendant qu'il lit.

Vous ne faites pas qu'aider les gens à savoir ce qui se trouve sur le Web, mais vous aidez aussi *Twitter* à surveiller toute personne que vous avez aidée à lire, et ainsi, ils lisent par dessus l'épaule de chacun toute chose que vous avez recommandée.

Cela n'est pas transactionnel, c'est écologique. C'est une destruction environnementale de la liberté de lire des autres.

Vous les persuadez d'abandonner leur anonymat au motif de les aider à trouver de la matière qu'ils souhaitent lire. Votre activité vise à les aider à trouver ce qu'ils veulent lire. L'activité de *Twitter* est de dissimuler à tous la surveillance de la lecture qui en résulte. La difficulté réelle primaire, alors, n'a rien à voir avec ce que chacun publie, ou ce qu'on appelle les « fonctions de contrôle de confidentialité » définissant qui peut lire ce que quelqu'un publie.

Tout ceci n'est qu'une attraction de diversion, délibérément rendue compliquée, dont on a délibérément fait un sujet de controverse, délibérément pleines de choses sur lesquelles vous êtes supposés réfléchir, de manière à ce que vous ne réfléchissiez jamais à ce que vous devriez réellement connaître : la surveillance de ce que vous lisez.

Regardez bien cette main droite là avec laquelle j'agite le mouchoir couleur de flamme, parce qu'autrement vous pourriez prendre conscience de l'endroit où se

¹⁷ À l'infini.

trouve ma main gauche concernant quelque chose que vous considérez comme du domaine du privé.

Voici donc le système que nous avons laissé se développer si rapidement que nous n'avons pas compris toutes ses implications. C'est-à-dire la manière dont surgissent les crises écologiques. Parce que tout ce qui peut être fait est fait avant que vous n'ayez pu réfléchir à ce qui va en découler. Au moment où vous y avez réfléchi, les gens qui avaient compris se taisent parce qu'ils ont pris une longueur d'avance et que cette avance est dirigée contre vous.

Par dessus cette couche de surveillance commerciale, deux choses, alors, se passent pour le gouvernement : la complicité et le vol. Les entreprises d'exploration de données crurent, en général, en ce qui concerne le gouvernement des États-Unis et les autres gouvernements à travers le monde avec lesquels ils s'entendaient, qu'il s'agissait tout simplement d'une situation de complicité.

Après avoir créé des structures technologiques périlleuses qui vous exploitaient, ils pensèrent qu'ils étaient simplement engagés dans une négociation tranquille — c'est-à-dire non révélée — avec le pouvoir, sur combien de ce qu'ils avaient tiré de vous, ils devraient délivrer aux autres.

Il s'agissait là, bien sûr, d'un jeu trouble d'avidité et de peur. Mais ce que les géants américains de l'exploration de données de la côte Ouest croyaient fondamentalement, jusqu'à ce que M. Snowden les réveilla, c'était que par cette complicité, ils avaient acquis l'immunité contre une accusation de vol réel.

Ce qui a mis *Facebook* et *Google* en orbite depuis notre dernière rencontre — ou plutôt, ce qui s'est passé deux semaines avant le mercredi où nous étions tous ensemble — a été la nouvelle selon laquelle leur complicité ne leur aurait rien rapporté.

Partout à l'extérieur des États-Unis, le gouvernement des États-Unis s'est frayé un chemin, en attaquant les barrières, en volant, et en pénétrant dans leur cercle charmé par les chiffrements entre eux et leurs clients, dans le but d'obtenir les données après qu'elles fussent décryptés à l'intérieur de leurs propres maisons et de leurs réseaux internes, qu'ils n'avaient pas sécurisé adéquatement. Naturellement, cela ennuya certaines personnes qui eurent l'impression — ce qu'Abraham Lincoln¹⁸

¹⁸ Abraham Lincoln, né le 12 février 1809, mort le 15 avril 1865, fut le seizième Président des États-Unis du 4 mars 1861 à sa mort. Connu pour son engagement contre l'esclavagisme qui à amené la ratification du XIII^e amendement de la Constitution des États-Unis, mettant fin *de facto* à la Guerre de Sécession qui abolit et interdit l'esclavage aux États-Unis.

décrivit de manière si impressionnante en se référant à son vénal secrétaire de la guerre, Simon Cameron¹⁹ — qu'« *un homme honnête est un homme qui, une fois acheté, reste acheté.* »

Ce qu'ils avaient attendu de ceux qui écoutent aux États-Unis par le biais de leur honnêteté, ils se rendirent compte qu'ils ne l'avaient pas obtenu.

Les oreilles états-uniennes avaient peut-être appris leur style de négociation de leurs homologues soviétiques. Leur attitude, à l'évidence, était : « *Ce qui est à nous est à nous, et ce qui est à vous est négociable. À moins que nous ne le volions d'abord.* ». Aujourd'hui, j'ai en effet de la sympathie pour la position outragée des explorateurs de données américains. Une grande part de moi-même a le sentiment qu'ils ont mérité la punition pour leur complicité, mais je reste charmé par la naïveté avec laquelle ils ont ignoré ce que nous (mes camarades et moi) leur disions depuis vingt ans, et qui était qu'on ne peut faire confiance à ceux qui écoutent, sur quoi qu'ils disent à propos de quoi que ce soit en rapport avec ce sujet.

Comme le monde de l'industrie financière, ils avaient pris les promesses des militaires états-uniens trop au sérieux. Ils avaient cru qu'il y avait des limites à ce que le pouvoir ferait, ignorant que ce pouvoir non seulement disposait des autorisations et des ressources, mais aussi d'instructions partout ailleurs à l'extérieur des États-Unis pour s'emparer de tout ce qu'il pourrait obtenir. Ignorant aussi que les règles concernant les limitations des écoutes à l'intérieur des États-Unis, imposées par la loi, avaient également été balayées par une administration pleine de gens qui instrumentalisaient la peur à des fins politiques et qui étaient dans une démarche de « *je tire d'abord et je pose des questions ensuite* », que ce soit en gouvernant l'empire ou en chassant avec leurs amis.

Le problème se pose donc ainsi pour les explorateurs de données, la situation n'est plus contrôlable, tout comme elle ne l'est plus pour ceux qui écoutent.

Et la situation ne redeviendra contrôlable pour les États-Unis que si nous portons toute notre attention à la nature environnementale du problème auquel nous sommes confrontés, parce que les problèmes environnementaux — comme le changement climatique, la pollution des eaux ou l'esclavage — n'ont pas de solution de nature transactionnelle entre individus.

Si vous voulez sortir les gens de l'esclavage, vous devez travailler ensemble.

¹⁹ Simon Cameron, né le 8 mars 1799, mort le 26 juin 1889, fut secrétaire d'État à la guerre sous la présidence d'Abraham Lincoln, au début de la Guerre de Sécession. Il n'occupa ce poste qu'une année avant de démissionner pour corruption.

Il faut une Union pour détruire l'esclavage. Si vous voulez résoudre le problème de l'air pollué que nous respirons, de l'eau sale que nous buvons, du changement du climat dans lequel nous vivons, nous devons travailler ensemble. Nous ne parviendrons pas à résoudre ces problèmes par nous-mêmes. L'essence de la difficulté, c'est l'Union.

Ce qui nous amène, bien sûr, à une autre caractéristique des grands explorateurs de données du début de ce vingt-et-unième siècle, qui est qu'il n'y avait aucune union d'aucune sorte autour d'eux.

Ils sont devenus des entreprises par actions, mais les sortes de problèmes environnementaux que nous rencontrons avec eux, la démocratie de l'actionnariat n'a jamais eu le moindre effet adéquat pour les contrôler.

Bien que les actions soient détenues par le public désormais, elles sont remarquablement opaques en ce qui concerne tout ce qu'elles font réellement. Elles sont tellement rentables que personne n'irait tuer la poule aux œufs d'or en se posant la question de savoir si leurs méthodes sont morales.

Quelques individus puissants contrôlent tous les suffrages réels dans ces lieux. Leur force de travail n'a pas de voix collective. Ceci est important en ce qui concerne les dommages environnementaux.

M. Snowden a tout le temps affirmé clairement que le remède à la destruction environnementale est la démocratie et il a raison sur ce point. Mais il a aussi montré de manière répétée que, dans un environnement dans lequel les travailleurs ne peuvent pas s'exprimer et dans lequel il n'y a pas de voix collective, il n'y a pas de protection d'information publique.

Nous arrivons donc maintenant à un carrefour entre la destruction du droit de lire anonymement et l'absence de syndicats dans les organisations qui surveille l'humanité.

Quand il n'y a pas de voix collective pour ceux qui sont dans ces structures qui trompent et oppriment, alors quelqu'un doit agir avec courage de son propre chef. Quelqu'un doit prendre tous les risques tout seul pour une toute petite part du bénéfice total qui sera moissonné par tous.

Un tel homme doit être en train de parcourir le chemin qui mène de l'esclavage à la liberté. Mais n'importe quel homme de ce genre, qui mérite reconnaissance pour cet effort, sait très bien qu'il peut aussi être en train de creuser sa tombe. Quand il n'y a pas d'Union, nous avons besoin d'héroïsme. Ou nous périrons d'avoir voulu ce qui nous aurions dû le savoir, ne nous sera jamais apporté par la volonté collective ou le courage d'un individu.

Il faut une Union pour mettre un terme à l'esclavage, parce qu'un homme qui décide que la volonté des Justes nous ordonne de libérer les esclaves sera appelé un traître, et qu'il sera pendu — plus d'une fois.

C'est pourquoi, quand la lecture anonyme n'est plus possible, nous mettons en péril la chose essentielle qui, sans Union, est la seule route vers notre sauvetage, alors que la démocratie elle-même se retrouve étranglée dans les boucles que ses véhicules de sécurité ont enroulé autour d'elles.

Avant Auguste, les Romains de la dernière république savaient que le secret du vote était essentiel au droit du peuple.

Dans n'importe quel pays du monde dans lequel se tiennent des élections qui ont un sens, *Google* sait ce que chacun va voter. Il est déjà en train de mettre en place une couverture politique qui vous est spécifiquement destinée, dans la diffusion personnalisée de nouvelles à votre adresse, en se basant sur ce que vous voulez lire, et sur qui vous êtes, et sur ce que vous aimez.

Non seulement il sait comment vous allez voter, mais il contribue à vous conforter dans votre décision de voter de cette manière — à moins que d'autres messages aient été achetés par un sponsor. Sans l'anonymat de la lecture, il n'y a pas de démocratie. Je veux dire, bien sûr, qu'il n'y a pas d'élections loyales et libres, mais je veux dire encore plus profondément que cela, que la décision ne résultera pas d'une autonomie de la pensée.

La crise de l'écologie s'attaque aux racines mêmes de la démocratie ; le propos de M. Snowden s'applique à un univers bien plus grand que celui dont il est venu nous parler.

Et tandis que nous essayons de concentrer notre attention sur ce que nous faisons à propos de tout cela, nous devons comprendre que c'est cette crise écologique que

nous devons chercher à résoudre, pas simplement le problème du pouvoir et celui de l'audace et de l'acharnement des oreilles américaines.

Et nous continuons à être désinformés. Parce qu'il n'y a pas de syndicats dans cette affaire pour mettre en évidence les problèmes éthiques dans les sociétés d'exploration de données, et que nous sommes trop peu de Snowden. Les perspectives des explorateurs de données, ne sont pas toutes identiques. *Google*, en tant qu'organisation s'est préoccupé des problèmes éthiques de ce qu'il fait depuis le début. M. Page²⁰ et M. Brin²¹ n'ont pas éludé l'idée qu'ils avaient une obligation particulière de ne pas être diaboliques. Ils comprennent la nature du pouvoir inhérent à la situation.

Nous pouvons affirmer que si nous avons à être transparents envers ces entreprises, elles doivent nous rendre des comptes. Et nous pouvons affirmer qu'il n'est pas convenable que *Google* nous présente la proposition suivante, à savoir qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour protéger le secret et l'anonymat de nos courriels, alors que cela est incohérent avec le fait qu'il les lit tous.

Il est techniquement possible pour *Google* de faire de *Gmail* un système qui soit vraiment sûr et secret pour ses utilisateurs. Un système dans lequel les courriels sont chiffrés — en utilisant des clés publiques dans un réseau de confiance — dans les ordinateurs des utilisateurs eux-mêmes, dans leurs navigateurs, et dans lequel tout courriel demeurant chez *Google* est chiffré à l'aide d'algorithmes dont l'utilisateur, plutôt que *Google* possède la clé *ad hoc*.

Ceci signifie que donner à *Google* les moyens d'exploitation du monde au juste nécessaire, est en cohérence avec l'idée que l'Internet appartient aux internautes du monde entier. Ce qui, à long terme, sera bon pour *Google* d'être perçue, non seulement comme honnête, mais comme agissante.

Il y a chez *Google*, beaucoup, beaucoup, de gens dévoués, capable et réfléchis qui doivent choisir entre faire ce qui est bon ou dénoncer ce qui est mauvais.

La situation chez *Facebook* est différente. *Facebook* est une entreprise d'exploitation humaine à « ciel ouvert ».

20 Lawrence Edward Page dit Larry Page, né le 26 mars 1973, cofondateur de la société *Google* avec Sergueï Brin. Il est PDG de l'entreprise, depuis le 4 avril 2011.

21 Sergueï Brin, en anglais Sergey Brin, selon l'onomastique russe Sergueï Mikhaïlovitch Brin (cyrillique : Сергей Михайлович Брин), né le 21 août 1973, cofondateur avec Larry Page de la société *Google*. Il en est président et directeur technique.

L'idée de partage social, dans un contexte dans lequel le fournisseur de services lit tout et surveille tout le monde est par essence contraire à l'éthique.

Mais nous n'avons besoin de rien d'autre de *Facebook* que la vérité dans l'étiquetage.

Nous n'avons besoin ni de règles, ni de punitions, ni de lignes de conduite. Nous n'avons besoin de rien d'autre que de la vérité.

Facebook devrait se regarder et nous dire ce qu'elle fait.

Elle devrait dire : « *Nous vous observons à chaque instant quand vous êtes ici. Nous regardons chaque détail de ce que vous faites, ce que vous regardez, à qui vous accordez de l'attention, quelle sorte d'attention vous portez, ce que vous faites après, et comment vous vous sentez après cela en se basant sur ce que vous recherchez ensuite.* »

« *Nous avons mis le web sur écoute, de sorte que nous regardons toutes les pages que vous visitez et qui ne nous appartiennent pas, et ainsi nous savons en permanence et avec exactitude ce que vous lisez, et nous le mettons en corrélation avec votre comportement ici.* »

À tous les parents, *Facebook* devrait dire : « *Votre enfant passe des heures chaque jour avec nous. À chaque instant de ces heures, nous les espionnons beaucoup plus efficacement que vous ne saurez jamais le faire.* »

Seulement ça, juste la vérité. Ce sera suffisant.

Mais ceux qui gouvernent *Facebook*, ce petit groupe de gens riches et puissants, ne se regarderont jamais d'assez près pour vous dire la vérité. Je dois aussi vous dire que, depuis notre dernière rencontre, il a été révélé que M. Zuckerberg²² a dépensé trente million des dollars, qu'il a obtenu en violant la société humaine, dans le rachat de toutes les maisons autour de la sienna à Palo Alto. Parce qu'il a besoin de plus de vie privée. [Rires]. Je n'ai plus rien à ajouter.

²² Mark Elliot Zuckerberg, né le 14 mai 1984 est le fondateur du réseau social et de l'entreprise *Facebook*. *Facebook* a été créé en 2004 par Zuckerberg et ses camarades étudiants de l'université Harvard, Eduardo Saverin, Dustin Moskovitz et Chris Hughes.

Nous allons rencontrer des hommes politiques qui exigeront des États-Unis — comme je l'ai dit la dernière fois — que les gouvernement soient obligés de protéger leur peuple contre l'espionnage par des étrangers ou soient obligés de mettre leurs écoutes en accord avec la loi. Nous autres aux États-Unis avons une troisième obligation, en tant que citoyens, celle d'empêcher notre gouvernement d'utiliser ses ressources et sa puissance brutes pour assujettir toutes les autres sociétés autour de nous sur la terre aux procédures du totalitarisme.

Mais nous devons aussi avoir une juste politique dans les marchés, une politique d'exigence envers les organisations avec lesquelles nous commerçons, en traitant la substance écologique de l'existence humaine avec éthique. Pas seulement l'air, l'eau, la terre, mais également la vie privée des gens, l'anonymat de la lecture et la liberté de penser.

Nous devons exiger cela d'eux, non pas épisodiquement ou en doutant, mais parce que le contraire, c'est l'esclavage. Et nous n'allons pas prendre cela à la légère.

Albert Gore est en train de mettre la pression sur certains hommes politiques pour qu'ils disent la vérité. Il a raison de dire que nous voulons une politique de vérité maintenant.

Neuf votes²³ à la Cour suprême des États-Unis peuvent redresser les torts qui ont été causés à notre loi. Nous n'avons rien d'autre à faire au sujet de ces analystes, qui ne sont pas de mauvaises gens, que de tenir une élection.

Mais le président des États-Unis possède le seul vote qui compte en ce qui concerne l'arrêt de la guerre. Toute cette destruction environnementale de la vie privée par le gouvernement est au dessus du plus grand désastre écologique créé par l'industrie, tout cet espionnage, est un arsenal pour temps de guerre.

Une grande confusion à laquelle nous devons porter plus d'attention, pour notre dernière rencontre, a été créée au sujet de la différence entre « données » et « méta-données ». Comme si il y avait une différence et que les « méta-données²⁴ » étaient de moindre importance.

23 La Cour suprême des États-Unis est composé de huit juges assesseurs et d'un juge en chef, chacun devant voter à égalité avec les autres lors des jugements qui y sont rendu.

24 Une métadonnée (mot composé du préfixe grec meta, indiquant l'auto-référence ; le mot signifie donc proprement « donnée de/à propos de donnée ») est une donnée servant à définir ou décrire une autre donnée quel que soit son support.

Je dois vous expliquer de la manière la plus simple que je peux pourquoi cela est une absurdité : l'interception illégale du contenu d'un message casse votre confidentialité. L'interception illégale des méta-données d'un message casse votre anonymat : ce n'est pas moins, c'est juste différent. La plupart du temps ce n'est pas moins, c'est plus.

L'induction dans la mauvaise direction à propos des méta-données est un exemple important de la manière dont nous esquivons la discussion, là où le bât blesse. L'anonymat de la lecture est détruit par l'accumulation des méta-données.

Ce n'est pas le contenu du journal que M. Douglass est en train de lire qui pose problème, mais c'est qu'il ose le lire.

Le président des États-Unis peut s'excuser devant les gens pour l'annulation de leurs polices d'assurances santé, mais il ne peut simplement pas s'excuser devant les gens pour l'annulation de la Constitution des États-Unis.

Il doit faire quelque chose.

Le président doit mettre fin à cette guerre.

Le président doit supprimer les conséquences diverses qui découlent de l'idée que nous sommes en guerre parce qu'il existe une poignée de criminels vicieux que nous pourchassons à travers le monde.

Thomas Jefferson fut sage de ne pas partir en guerre contre les pirates des Côtes Barbaresques²⁵, et de leur donner seulement une claque.

Ce fut loin d'être sage que de déclarer la guerre sur Internet, pour nous retirer nos libertés au motif de retirer un sanctuaire à des étrangers malfaisants.

Ce fut loin d'être sage que de prolonger cette guerre pendant douze longues années. La sagesse de ce président devrait être d'annoncer la fin de cette guerre.

²⁵ *Barbary* dans le texte original, se réfère à une région de l'Afrique du Nord sur la côte méditerranéenne entre l'Égypte et l'océan Atlantique. D'abord peuplée par les Berbères au second millénaire, elle fut ensuite envahie par les arabes. L'expression viendrait du fait que cette région constituait une base pour les pirates qui harcelaient les bateaux de commerce de la méditerranée.

Parce que, lorsque vous êtes président des États-Unis, vous ne pouvez pas non plus vous excuser de ne pas être du côté de Frederick Douglass.

Nous devons protéger l'anonymat de la lecture.

Nous avons tous les droits pour demander au président, respectueusement mais fermement, de mettre un terme à cette guerre.

Qu'il doit cesser de nous ennuyer avec les conséquences oppressives d'une simple déclaration symbolique, qu'il doit cesser de nourrir le cauchemar de la coalition de la sécurité gouvernementale avec l'exploitation à ciel ouvert de la société.

Qu'il doit cesser de traiter notre Internet, qui appartient à tous les peuples du monde, comme s'il était la propriété de ceux qui écoutent aux États-Unis, et cesser de chercher à en briser les barrières de protection, de l'espionner et de le piller dans un but militaire.

Il doit nous dire la vérité: que seule la paix peut maintenir la liberté, et que cette guerre qui n'en finit pas nous conduit seulement à l'esclavage en fin de compte.

Nous avons plus à faire que cela. Son travail peut être accompli avec un seul mot. Le nôtre nécessite la construction d'une Union — de beaucoup d'Unions.

Un homme qui révèle aux yeux de la démocratie des crimes contre la liberté est un héros.

Un homme qui vole la vie privée des sociétés à son profit est un scélérat.

Nous avons assez de vilenie et pas assez d'héroïsme.

Nous devons nommer cette différence avec assez de force pour encourager les autres à agir comme il le faut.

M. Douglass me revient à l'esprit: « *Je m'unirai avec toute personne qui fait le bien et jamais avec un homme malfaisant* », a-t-il dit. À la fin c'est comme cela que c'est arrivé, comme cela arrivera pour nous.

Nous avons un problème environnemental. Comme tous les problèmes environnementaux, il a ses composantes techniques, légales et politiques. Nous devons nous attaquer à toutes, dans toute leur ampleur, de manière à arriver à une résolution heureuse.

Il est bon que nous ayons des normes pour le feu, et il est bon que nous ayons des règles de responsabilité qui rendent les fabricants responsables si les matériaux de construction ou les vêtements des enfants s'enflamment dès le moindre contact avec une flamme. Il est bon que nous ayons des inspecteurs en bâtiment, de manière à garder la trace de qui a ajouté des matériaux non conformes pour les louer à une vingtaine de pauvres gens sans défense qui pourraient périr en une nuit pris au piège dans un incendie.

Tout cela est bon, mais il est très important que nous ayons des détecteurs de fumée et des extincteurs que les gens puissent s'offrir, qu'ils puissent apprendre à utiliser et qui seront en mesure de protéger leur famille quand rien d'autre n'aura fonctionné.

Nous aurons besoin de mesures techniques qui apportent aux gens des appareils bon marché, qu'ils puissent réellement utiliser, qui les aideront à ne pas être espionnés. De nombreux pans des structures commerciales de surveillance dont j'ai parlé sont facilement mise en échec à l'aide de technologies courantes pour ceux qui exercent une profession de nature technologique, mais largement inaccessibles à tous les autres. Nous devons les populariser, les rendre simples, bon marché et commodes — et nous devons aider les gens à les installer partout.

Car nous devons avoir des mesures politiques adaptées à tous là où nous sommes et des mesures légales également mises en place avec soin.

Ce que M. Snowden a fait, en ce qui concerne les mesures technologiques a été de nous expliquer, précisément ce que nous pouvons utiliser, étant donné la situation de ceux qui écoutent dans leur tentative de placer tout sous leur contrôle.

Ce que M. Snowden nous a appris — et qui sera le sujet particulier de ma dernière conférence — c'est comment offrir aux gens des choses bon marché, commodes et accessibles qui fonctionnent.

En ce qui concerne la politique, il nous a dit ce que nous aurions du savoir nous-mêmes, c'est que la vérité doit être dite aux citoyens qui votent. Il a été empêché dans sa politique, parce ce qu'il s'est limité à cela.

Ce n'est pas seulement Frederick Douglass, mais aussi Thomas Jefferson, qui auront du mal à démentir les propositions de M. Snowden. On doit être un moindre politicien qu'eux, je crois, pour vouloir discuter de ce que M. Snowden a dit.

Et au sujet de la loi. Eh bien, il y a beaucoup à dire, mais la partie la plus importante de cela, comme nous le verrons la prochaine fois, c'est que les États-Unis sont pleins de juristes, de bons juristes, de juristes qui veulent utiliser les règles pour protéger la liberté, des juristes qui ont agi, pas précisément avec héroïsme mais au moins avec un courage qui mérite beaucoup de louanges. L'ex-conseiller juridique en chef de Twitter, M. Alexander Macgillivray, a essayé pendant longtemps et difficilement, avec beaucoup de conscience et d'engagement personnel, comme nous le savons aujourd'hui, de résister à des tonnes de demandes de la part du pouvoir, auxquelles d'autres clients, d'autres juristes de la Silicon Valley, avaient cédé très facilement.

Nous devons beaucoup de gratitude à M. Macgillivray, l'ex-conseiller juridique en chef de Twitter.

L'*Electronic Frontier Foundation*²⁶, l'*Electronic Privacy Information Center*²⁷, ma propre organisation, le *Freedom Law Center*²⁸ — qui a participé au sponsoring de ces conférences ici — tous ont un rôle à jouer, et ils le jouent avec agressivité dans la société américaine. Si l'État de droit²⁹ est restauré en ce qui concerne les écoutes, nous l'utiliserons bien. Non seulement au profit des gens des États-Unis mais dans le monde entier. Ailleurs, des juristes courageux se sont rassemblés autour de projets dignes des louanges et du support de tous. En Inde, la sœur de l'organisation *Software Freedom Law Center*, conduite par Mlle Choudhary qui est présente ici,

26 L'*Electronic Frontier Foundation* (*Fondation des frontières électronique*) est une organisation non gouvernementale internationale à but non lucratif, fondée en 1990 aux États-Unis par Mitch Kapor, John Gilmore et John Perry Barlow, connu pour être l'auteur de la *Déclaration d'indépendance du cyberspace*.

27 L'*Electronic Privacy Information Center* (*Le centre d'information sur la vie privée électronique*), est un groupe de recherche d'intérêt public, fondé en 1994 et voué à attirer l'attention du public sur la protection de la vie privée et sur la résolution de problèmes associés dans le cadre des libertés civiles.

28 La *Software Freedom Law Center* (*Centre juridique pour la liberté logicielle*) est une organisation qui procure assistance et défense juridique aux projets de logiciels libres.

29 Moglen étant juriste, le choix de ce terme implique la primauté du droit — ce qui inclut particulièrement les composantes morales fondamentales telles que les diverses *Déclaration des droits* — sur les autres composantes de l'État.

fait un merveilleux travail. Nous verrons aussi ailleurs beaucoup de juristes courageux aux avant-postes.

Mais nous n'avons vu aucun de ces « donneurs d'alerte » en dehors du monde anglophone, et aucun n'est venu à nous de l'industrie.

C'est une qualité particulière de l'État de droit mourant du monde anglophone d'avoir encouragé l'héroïsme. Parce que aussi mauvais qu'étaient les risques, ils n'étaient pas désespérés. En conséquence, des gens héroïques ont cru que le courage est contagieux, que si des gens agissent pour révéler la vérité, d'autres les suivraient vers la lumière.

Désormais nous devons prouver qu'ils avaient raison. Parce que sans Union, sans héroïsme — sans la volonté de comprendre que nous devons agir ensemble, et non pas séparément, pour préserver la liberté — alors ceux qui se servent du pouvoir pour nous conduire dans la mauvaise direction, la tromperie, le mensonge, prendront de l'avance sur nous. Ce qui ne doit pas arriver.

Merci.

Œuvre originale disponible à l'adresse <http://snowdenandthefuture.info/PartIII.html>.

Copyright © 2013 Eben Moglen.

Copyright © 2014 les traducteurs et les relecteurs.

Reproduction et redistribution permise sous CC-BY-ND 4.0.

Les traductions du texte original depuis l'anglais dans d'autres langues sont permises sous CC-BY-SA 4.0.